

## RÉDUIRE SES PRIMES GRÂCE AU PHARMACIEN

**LAMAL** La caisse SWICA veut valoriser le rôle du pharmacien de premier recours. Les médecins dénoncent cette «mauvaise» idée.

La caisse maladie alémanique SWICA veut revaloriser le rôle du pharmacien d'officine. La caisse, qui compte quelque 687 000 assurés, travaille sur un modèle alternatif d'assurance intitulé «Medpharm». L'assuré s'engagerait à consulter d'abord le pharmacien en cas de maladie. Ce système permettrait de solutionner à moindres frais les cas dits «bagatelles».

Selon la porte-parole de SWICA, Silvia Schnidrig, citée par la Schweiz am Sonntag, ce modèle permettrait de lutter contre les frais des consultations auprès d'un médecin et engendrerait un rabais de prime qui pourrait être de 19%. Tout cela se décline au conditionnel, car ce modèle alternatif n'a pas encore l'autorisation de l'Office fédéral de la santé publique.

### «Les compétences divergent»

Vice-président de la FMH, le Dr Pierre-François Cuénoud n'adhère pas à l'idée du pharmacien comme prestataire de premier recours: «C'est une mauvaise idée. A chacun son métier, même si nous avons une année de formation commune avec les pharmaciens, les compétences divergent ensuite. L'appréhension d'un problème doit être médicale dès le début. Le premier recours est déterminant pour les soins, il permet de poser les jalons du traitement.»

Pour le conseiller national Jean-François Steiert (PS/FR), membre de la Commission de la sécurité sociale et de la santé publique, ce modèle de SWICA pose deux problèmes: «D'une part, les assurés en bonne santé seront tentés de choisir ce modèle pour économiser 19%, alors qu'ils ne vont ni chez le médecin, ni chez le pharmacien. Ce qui ne fera aucune économie pour le système. Au contraire, les autres assurés devront payer plus. D'autre part, le potentiel d'économies de 19% me paraît beaucoup trop élevé. Pour des petites choses, on peut très bien passer par le pharmacien, tant que cela reste dans ses compétences qui sont fixées par la loi. Ici, ce n'est pas SWICA qui fait la loi, mais le Parlement.» Et les médecins savent y donner de la voix. - ÉRIC FELLEY

--

ÉDITORIAL PAGE 2

## Et si on mettait les pharmacies au centre de la santé

**PHILIPPE MESSEILLER**, Rédacteur en chef adjoint

La proposition fait des vagues avant même d'être validée. Le groupe Swica veut lancer un modèle qui permettrait à ses clients s'adressant à un pharmacien avant un médecin de baisser leurs

primes maladie de 19%. Un sacré pavé dans la mare.

Les médecins ne s'y trompent pas. Ils montent à nouveau au créneau contre le renforcement du rôle du pharmacien. Ils l'avaient fait dans le cadre de Managed Care, ce système refusé par le peuple qui préconisait la mise en place de réseaux de soins. Ils ont aussi vu d'un mauvais œil l'expérience visant à renforcer le rôle de l'apothicaire dans quelques officines, principalement en Suisse alémanique. Cela attaque de plein fouet leurs prérogatives.

Il est normal de s'inquiéter. Il ne s'agit pas de jouer avec la vie de la population. Loin de là. Et il n'est pas question de généraliser cette pratique, mais de l'offrir aux assurés pour des cas bagatelles. Les expériences menées montrent que les pharmaciens ayant reçu une formation complémentaire sont capables de diagnostiquer et de soigner 75% des patients venus les consulter. Selon l'assurance Swica, cela permet de limiter les coûts globaux de telle manière qu'elle peut offrir un rabais à ses assurés intéressés.

Le domaine de la santé ne doit pas être une chasse gardée. Pour tout ce qui est soin et prescription à long terme, les médecins sont irremplaçables. Mais en ce qui concerne les petits bobos, pourquoi ne pas utiliser les compétences de pharmaciens spécialement formés? Il est temps d'en profiter pleinement. Et si cela permet aux patients-clients qui se «contentent» de ce service de payer moins de primes, où est le mal?



Selon le modèle de SWICA,  
les pharmaciens pourraient traiter  
les cas «bagatelles».

© Le Matin